

VEILLE AGRI-AGRO

Chine & Mongolie

Une publication du SER de Pékin
Quinzaine du 3 juin 2026

Chine continentale

Agriculture et agro-alimentaire

Volet agricole de la visite présidentielle américaine en Chine

La Chine et la Russie renforcent leur coopération

La première enquête nationale sur le climat agricole lancée depuis 40 ans

Projections agricoles pour 2026-2035

53 pays africains exemptés de droits de douane par la Chine

Quotas de bœuf en Chine : le Brésil sature plus de la moitié du volume attribué

Le 47^e Congrès mondial de la vigne et du vin se tiendra à Yinchuan en Chine

Crise du porc : révision du plan de régulation pour la capacité de production porcine

Sanitaire et phytosanitaire

Recensement national des cas de principales maladies animales en avril 2026

Etude sur la contamination microbienne dans les aliments de détail

Consultation publique sur le projet de plan d'urgence pour la gestion des épidémies de fièvre aphteuse

Réglementaire et juridique

Les enjeux agricoles du nouveau code écologique et environnemental

La Chine renforce sa lutte contre la contrefaçon et sa supervision des intrants agricoles en 2026

Mongolie

L'inflation atteint 10,1 % en avril 2026

La Mongolie aide les exportateurs de produits alimentaires à se conformer aux normes chinoises de quarantaine et de sécurité alimentaire

Le programme « Atryn IV », visant l'autosuffisance alimentaire, peine à atteindre ses objectifs

Renforcement du Fonds de garantie des prêts

Oyu Tolgoi LLC lance un projet de pépinière dans le soum Tsenkher

Chine continentale

Agriculture et agro-alimentaire

Volet agricole de la visite présidentielle américaine en Chine

Lors de la visite d'État de Donald Trump en Chine du 13 au 15 mai, la Chine et les États-Unis se sont accordés sur plusieurs dossiers agricoles. En premier lieu, l'accès au marché au bœuf américain a été rétabli. Ainsi, la Chine a acté le renouvellement des enregistrements de 425 établissements de transformation de viande bovine américains et l'ajout de 77 nouveaux établissements. Par ailleurs, la Chine a promis [d'acheter au moins 17 milliards USD de produits agricoles américains annuellement jusqu'en 2028](#), incluant de la volaille et du bœuf, et a élargi l'accès au marché pour ces produits. Cet engagement d'achat s'ajoute à celui déjà pris à Busan en octobre 2025 de s'approvisionner au minimum de 25 Mt de soja par an entre 2026 et 2028. D'une manière générale, les discussions à Pékin ont visé à créer un cadre pour l'accroissement des échanges agricoles bilatéraux. Les États-Unis s'engagent à lever les restrictions sur les produits laitiers importés de Chine, autoriser l'importation de bonsaïs en pot en provenance de Chine, et réduire les mesures de retenue sur certains produits de la mer. En retour et en plus de la levée des restrictions sur le bœuf, la Chine accélérera l'examen des documents pour les entreprises concernées afin de permettre à nouveau les importations avicoles dans certains États au regard de la grippe aviaire. Enfin, la Chine devrait également réévaluer les risques pour les entreprises américaines dont les importations ont été suspendues en lien avec la détection de résidus de médicaments.

La Chine et la Russie renforcent leur coopération

À l'occasion du 25^e anniversaire de la signature d'un traité d'amitié sino-russe, la visite d'État de Vladimir Poutine en Chine, le 20 mai, a permis [l'adoption d'une déclaration commune entre la Chine et la Russie](#). En matière agricole, l'orientation donnée est celle du renforcement de la coopération dans les domaines de l'agriculture et de la sylviculture. Les deux pays souhaitent intensifier leur collaboration en matière d'investissements agricoles et établir une

zone expérimentale de coopération agricole dans la région du Grand-Orient russe, au nord-est de la Chine.

Les engagements incluent également l'expansion des exportations de produits carnés en provenance de zones indemnes de maladies en Russie vers la Chine, ainsi que la reprise des exportations de produits avicoles russes conformes aux normes chinoises. En outre, les deux parties souhaitent diversifier les produits d'origine animale et végétale chinois exportés en Russie, et faciliter les exportations de viande de volaille et l'enregistrement des entreprises chinoises de produits de la mer pour l'exportation vers la Russie.

Lors de la visite du président Poutine en Chine en fin mai, plusieurs documents ont été signés pour formaliser cette coopération. Ces documents incluent un protocole concernant les exigences sanitaires des importations d'aliments pour animaux.

La première enquête nationale sur le climat agricole lancée depuis 40 ans

La Chine a lancé sa première enquête nationale sur les « ressources climatiques agricoles » depuis plus de 40 ans afin d'évaluer les impacts du changement climatique sur les conditions agricoles et les risques de catastrophes. Cette enquête, d'une durée de quatre ans et menée par l'Administration météorologique chinoise, évaluera les principales ressources climatiques, [essentiels à la planification agricole et à la gestion des risques, et portera sur 25 cultures.](#)

L'enquête précédente, menée en 1985, est désormais obsolète, notamment en raison de la hausse significative des températures d'environ 1,5 °C au cours des quatre dernières décennies, ce qui a induit une évolution des parcours de culture. Les risques climatiques se sont également intensifiés, les épisodes de précipitations extrêmes augmentant d'environ 8 % par décennie et les zones sujettes à la sécheresse s'étendant, en particulier dans le nord de la Chine où les températures élevées touchent un quart du territoire chaque année.

Dans le cadre de sa stratégie nationale d'adaptation au changement climatique pour 2022-2035, la Chine accorde la priorité à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. Cette stratégie met l'accent sur l'optimisation de l'utilisation des terres agricoles, l'adaptation des cultures au changement climatique et la promotion de pratiques agricoles résilientes. La nouvelle enquête devrait améliorer la répartition géographique des cultures, la préparation aux catastrophes et la résilience climatique globale dans l'agriculture, soutenant ainsi les revenus des agriculteurs et les pratiques durables.

Projections agricoles pour 2026-2035

Le 20 avril 2026, la Chine a publié le Rapport sur les perspectives agricoles de la Chine (2026-2035), qui présente les prévisions en matière de production, de consommation et d'échanges agricoles. À court terme, la production céréalière totale pour 2026 est estimée à 716 millions de tonnes, soit une hausse de 0,2 % par rapport à l'année

précédente, tandis que la production d'oléagineux devrait atteindre 42,04 millions de tonnes, en hausse de 2,6 %. En 2026, la consommation d'huile végétale pourrait connaître une légère baisse de 0,2 %, mais la consommation de produits alimentaires à base de soja et de produits laitiers devrait augmenter de 0,6 %. Les importations de produits de base clés, notamment le soja, la viande de porc, la viande bovine et les produits laitiers, devraient diminuer respectivement de 6,1 %, 8,2 %, 3,9 % et 4,1 %. Parallèlement, les exportations de légumes, de fruits et de produits aquatiques devraient augmenter de 6,4 %, 5,0 % et 3,9 %.

À long terme, [la production céréalière devrait atteindre 733 millions de tonnes d'ici 2030](#), puis 753 millions de tonnes d'ici 2035, soit un taux de croissance annuel de 0,7 %, conformément aux objectifs du 15^e plan quinquennal. La consommation de céréales devrait culminer à 842 millions de tonnes en 2032 avant de reculer par la suite. Dans le secteur de l'élevage, la production de volaille, de bœuf et de mouton devrait croître respectivement de 2,3 %, 0,6 % et 0,8 % par an, tandis que la production de porc devrait diminuer de 0,5 % par an. La consommation globale de viande augmentera légèrement ; toutefois, la consommation de porc devrait diminuer de 0,7 % par an, contrairement à la consommation de volaille qui devrait augmenter de 1,9 % par an. La production laitière devrait passer à 45,07 millions de tonnes d'ici 2030 et atteindre 51,17 millions de tonnes d'ici 2035, avec un taux de croissance annuel moyen de 2 %.

53 pays africains exemptés de droits de douane par la Chine

La Chine a supprimé les droits de douane sur des produits en provenance de 53 pays africains, à l'exception de l'Eswatini, [à partir du 1er mai](#). À court terme, la politique de droits de douane à zéro appliquée par la Chine aux pays africains facilitera considérablement les exportations de produits agricoles et de matières premières africains vers la Chine. Après la mise en œuvre des mesures de tarif zéro, un grand nombre de produits agricoles de haute qualité provenant des pays les moins avancés d'Afrique, s'adapteront plus rapidement à la demande du marché chinois. Les données des douanes chinoises ont montré que le commerce sino-africain a atteint 348 milliards USD en 2025, soit une augmentation de 17,7 % par rapport à l'année précédente, atteignant un nouveau record.

Quotas de bœuf en Chine : le Brésil sature plus de la moitié du volume attribué

Le Brésil, premier exportateur mondial de viande bovine, est sur le point d'atteindre son quota annuel d'exportations vers la Chine, son principal débouché. Au 20 mai, les exportations se sont établies à 612,800 t, soit 55% du quota annuel fixé à 1,1 Mt.

Depuis le début de l'année les transformateurs de viande brésiliens accélèrent leurs expéditions vers la Chine, ce qui pourrait entraîner l'épuisement du quota avant le milieu de l'année. Toutefois dès que

le quota sera saturé, un droit de douane de 55 % sera imposé sur les volumes dépassant cette limite.

Mis en place en 2026 pour trois ans et afin de protéger les éleveurs locaux, le système de quotas pose des défis structurels à l'industrie de la viande brésilienne.

Selon les analystes, l'arrêt des exportations par l'application du système de quotas pourrait coûter 3 Mds USD au Brésil. En conséquence, des marchés alternatifs sont recherchés par les opérateurs brésiliens. En parallèle, ces derniers, en lien avec les producteurs australiens qui ont également rempli leur quota à 90 % depuis le mois de juin, tentent de convaincre les autorités chinoises d'apporter des souplesses à la gestion en cours des différents quotas.

Le 47e Congrès mondial de la vigne et du vin se tiendra à Yinchuan en Chine

L'organisation internationale de la Vigne et du Vin (OIV) a annoncé en mai la tenue du 47^e Congrès mondial de la vigne et du vin et la 24^e Assemblée générale de l'OIV dans la ville de Yinchuan de la région du Ningxia [du 12 au 16 octobre 2026](#).

Autour du thème « *Définir de nouveaux paradigmes pour le secteur mondial de la vigne et du vin : se transformer pour relever les défis, innover pour stimuler la vitalité et pérenniser pour ancrer un avenir commun* », le congrès réunira des experts internationaux pour aborder les principaux défis scientifiques, techniques et économiques auxquels le secteur est confronté.

L'événement vinicole annuel phare du Ningxia, le Salon international du tourisme et de la culture du vin de Chine se tiendra également à Yinchuan du 12 au 16 octobre 2026.

Crise du porc : révision du plan de régulation globale pour la capacité de production porcine

Le ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) a publié le [« plan de mise en œuvre pour la régulation globale de la capacité de production porcine \(révision de 2026\) » le 14 mai](#). Tenant compte de la situation actuelle de l'offre et la demande sur le marché de la viande de porc, mais aussi des facteurs de production de même que les importations, ce plan fixe le [cheptel normal de truies reproductrices à environ 37,5 millions de têtes](#), contre 39 millions de têtes, objectif fixé depuis février 2024.

Au cours de la période du 14^e plan quinquennal, l'efficacité du processus de reproduction par truie (nombre de porcelets sevrés fournis par truie reproductrice et par an) est passée de 19,9 à 23,4. Parallèlement, la consommation totale de viande de porc tend à se stabiliser. Dès lors, le maintien d'un cheptel élevé de truies reproductrices risque d'entraîner une surcapacité de production et des pertes pour les éleveurs, d'autant que les prix les plus bas depuis plus de 20 ans ont été atteints en février 2026/ Le plan du MARA vise à donc à définir un point d'équilibre de la production. A ce titre, il

accorde également une grande importance à la sécurité génétique et à la garantie d'un approvisionnement stable en porcs reproducteurs provenant des élevages de sélection de base. Il précise que le nombre d'élevages porcins à grande échelle dans le pays doit être maintenu à un niveau stable supérieur à 130 000.

Sanitaire et phytosanitaire

Recensement national des cas de principales maladies animales en avril 2026

Selon [le recensement mensuel du Bureau vétérinaire du MARA](#), en avril 2026, un total de 21 maladies animales majeures ont été signalées sur le territoire chinois, avec 87 370 animaux malades et 10 315 animaux morts de maladie.

Recensement national des cas de principales maladies animales en avril 2026		
Nom de la maladie	Nombre d'infections	Nombre de décès
Total	87370	10315
Brucellose	500	0
Maladie du charbon	1	1
Echinococcose	79	4
Dermatose nodulaire contagieuse	7	0
Rhinotrachéite infectieuse bovine	38	0
Tuberculose bovine	2	0
Clavelée et variole caprine	127	10
Pleuropneumonie	657	119

contagieuses caprine		
Syndrome dysgénésique et respiratoire du porc	456	238
Diarrhée épidémique porcine	19959	4443
Maladie de Newcastle	17	12
Peste du canard	53	19
Gosling plaque	115	15
Maladie hémorragique du lapin	16	14
Maladie de Pasteurella	3700	550
Maladie de Marek	191	68
Erysipèle porcin	174	14
Cysticerque	13	1
Grippe porcine	3769	530
Coccidiose aviaire	56177	4109
Diarrhée virale bovine	1319	168

Etude sur la contamination microbienne dans les aliments de détail

Dans une étude, 784 échantillons d'épices prélevés au stade de la distribution dans la ville de Pingliang entre 2020 et 2024, ont été analysés pour la recherche [de bactéries pathogènes d'origine alimentaire](#). Le taux global de détection des agents pathogènes était de 13,7 %. Les catégories les plus fréquemment contaminées étaient les épices (37,7 %), les produits aquatiques (17,1 %) et les produits carnés (14,3 %). La prévalence de *Cronobacter sakazakii* dans les épices a atteint 18,0 %. Le taux de résistance aux antibiotiques de *Salmonella* spp. dépassait 60 % pour l'ampicilline, la céfazoline, l'acide nalidixique et la tétracycline, [avec un taux de multirésistance de 83,33 %](#).

Consultation publique sur le projet de plan d'urgence pour la gestion des épidémies de fièvre aphteuse

À la suite de l'annonce officielle des cas de fièvre aphteuse de type SAT1 dans le comté d'Yining du Xinjiang et le comté de Gulan du Gansu le 28 mars, le Bureau vétérinaire du MARA a publié une notification concernant la consultation publique sur le projet de plan d'urgence pour la gestion des épidémies de fièvre aphteuse (édition 2026) le 7 mai. Cette notification indique qu'en fonction de la situation actuelle de l'épidémie de fièvre aphteuse et des besoins en matière de prévention et de contrôle, le MARA a élaboré ce plan et le [soumet à une consultation publique jusqu'au 7 juin 2026](#).

Bien que les provinces ou les comtés élaborent souvent leurs propres plans locaux, une consultation publique au niveau national par le Bureau vétérinaire signale généralement que l'épidémie a atteint un stade nécessitant un déploiement et un renforcement systémiques à l'échelle nationale, et non plus seulement des interventions locales ponctuelles.

Règlementaire et juridique

Les enjeux agricoles du nouveau code écologique et environnemental

Le 12 mars 2026, la Chine a adopté le Code écologique et environnemental, qui regroupe plus de 30 lois environnementales au sein d'un cadre unifié, [avec effet au 15 août 2026](#). Ce Code a des implications importantes pour le secteur agricole chinois et le rôle du MARA, qui voit ses responsabilités élargies mais conserve des lois clés telles que les lois sur la protection de la pêche et de la faune sauvage, bien qu'elles soient affectées par de nouvelles réglementations.

Le Code impose une agriculture verte et à faible émission de carbone, en faisant une obligation légale plutôt qu'un simple objectif politique. L'article 947 exige la promotion de pratiques vertes, l'adoption de technologies et l'utilisation rationnelle des ressources, ce qui vient directement étayer les cadres existants du MARA en matière d'agriculture biologique et de certification écologique.

Surtout, le Code impose des obligations contraignantes concernant la gestion des déchets agricoles et l'utilisation des intrants. Tous les niveaux de gouvernement doivent garantir une gestion appropriée des matériaux, tandis que l'utilisation de pesticides, d'engrais et de médicaments vétérinaires doit être sûre et scientifiquement justifiée. L'article 170 établit également des obligations financières à tous les niveaux de gouvernement en matière de lutte contre la pollution et de remise en état des sols.

Le MARA est désigné comme co-régulateur dans plusieurs domaines, notamment les normes de prévention de la pollution, les orientations en faveur de technologies de production plus propres et la surveillance écologique, ce qui souligne son rôle élargi aux côtés d'autres autorités. Le MARA doit désormais réviser sa réglementation pour se conformer à ces nouveaux principes, et les opérateurs agricoles doivent se préparer à respecter des obligations contraignantes en matière de gestion des déchets et de la pollution d'ici à l'échéance de 2026. Ce code montre une demande politique permanente pour des technologies et pratiques vertes dans le secteur agricole chinois, offre également aux entreprises internationales des opportunités de s'y implanter.

La Chine renforce sa lutte contre la contrefaçon et sa supervision des intrants agricoles en 2026

Le 14 avril 2026, le MARA en collaboration avec plusieurs ministères et institutions publiques a publié un plan d'action national visant à renforcer la surveillance des intrants agricoles.

[Les mesures ciblent des produits clés](#) (les semences, les pesticides, les engrais, les médicaments vétérinaires, les aliments pour animaux, les films agricoles et les machines) et s'attachent à lutter contre les produits contrefaits et non conformes aux normes tout au long des chaînes de production, de distribution et de vente en ligne.

Les autorités de régulation intensifieront les inspections et les contrôles de qualité aléatoires, renforceront la surveillance du commerce électronique et mèneront des campagnes de contrôle ciblées contre la production illégale, l'étiquetage trompeur et la vente non-autorisée d'intrants soumis à restriction.

Le plan encourage également la mise en place de systèmes de traçabilité, le renforcement des procédures de certification et d'homologation, ainsi qu'une coordination accrue entre les autorités administratives et judiciaires pour poursuivre les infractions. Ces mesures s'inscrivent dans une volonté plus large de renforcer le contrôle de la qualité des intrants, conformément au code de

l'environnement adopté en mars et à l'accent mis par celui-ci sur une réglementation plus stricte des intrants agricoles et de la pollution.

Mongolie

L'inflation atteint 10,1 % en avril 2026

[L'inflation a atteint 10,1 % en glissement annuel en avril 2026, contre 8,6 % un an plus tôt, les prix à la consommation ayant augmenté de 2,8 % par rapport à mars.](#) Les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées ont bondi de 19,3 %, contribuant à hauteur de 5,4 points de pourcentage (53,1 %) à l'inflation. A Oulan-Bator, les prix alimentaires ont grimpé de 20,9 %. Les pressions liées aux importations restent importantes : les biens importés ont contribué à hauteur de 2,9 points de pourcentage (28,9 %) à l'inflation d'avril et représentent 55,3 % du panier de l'IPC (Indice des Prix à la Consommation).

La Mongolie aide les exportateurs de produits alimentaires à se conformer aux normes chinoises de quarantaine et de sécurité alimentaire

Le ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de l'Industrie légère (MOFALI) a mis en place quatre groupes de travail [afin de dynamiser les exportations de matières premières agricoles et de produits alimentaires](#), et a lancé un cycle de formations à destination des entreprises exportatrices. La première session porte sur les exigences chinoises en matière de quarantaine, de soins vétérinaires et d'hygiène, ainsi que sur les procédures associées pour les matières premières et les produits alimentaires.

Les formations reposent sur les lois chinoises relative à la sécurité alimentaire, les règles d'enregistrement de l'Administration générale des douanes (GACC) pour les fabricants étrangers de produits alimentaires, les normes nationales de sécurité alimentaire, les normes relatives au miel, les normes d'hygiène pour l'abattage et la transformation du bétail et de la volaille, et la production de viande cuite.

Parmi les participants figurent des abattoirs, des entreprises de transformation de la viande, des exportateurs de produits d'origine animale, des producteurs d'huiles végétales comestibles et des exportateurs de fruits à coque, de poisson, de miel et de produits laitiers.

Le programme « Atryn IV », visant l'autosuffisance alimentaire, peine à atteindre ses objectifs

[Lancé pour assurer l'autosuffisance alimentaire nationale en blé, pommes de terre et légumes, le programme « Atryn IV » a enregistré des résultats décevants lors de sa première année](#), avec une diminution des surfaces cultivées et des récoltes malgré un soutien important.

Les autorités prévoyaient d'ajouter 200 000 hectares pour atteindre 1,2 million d'hectares cultivés et d'octroyer 650 milliards de MNT (environ 156 millions d'euros) de prêts à taux préférentiels en 2025, dont 58,7 milliards de MNT (environ 14 millions d'euros) de prise en charge des intérêts par l'État.

Cependant, les semis de 2025 ont chuté à 598 800 hectares (en baisse de 5,3 % par rapport à l'année précédente) et les récoltes ont fortement diminué : céréales -33,5 % (148 600 tonnes), pommes de terre -54,6 % (137 300 tonnes), fourrage -23,5 % (61 000 tonnes), légumes -15,1 % (42 500 tonnes) et cultures industrielles -46,9 % (27 900 tonnes). La sécheresse, la chaleur et la grêle ont été citées comme causes de cette baisse, mais un contrôle insuffisant et des dépenses opaques ont également été pointés du doigt.

Une pénurie de plants de pommes de terre a entraîné des importations de 3 000 à 5 000 tonnes, tandis qu'une exonération temporaire des droits de douane sur la farine en 2024 a provoqué une multiplication par 2,7 des importations et une réduction de 15 % des semis de blé, avant un redressement partiel.

Renforcement du Fonds de garantie des prêts annoncé lors de la rencontre du Premier ministre Uchral avec les agriculteurs de Selenge

Le Premier ministre N. Uchral a visité Baruunburen et Orkhon, dans la province de Selenge, principale région productive de blé de Mongolie et [a présenté un soutien financier supplémentaire](#) pour les semis de printemps. Le gouvernement a fourni 7 millions de litres de diesel et a augmenté le montant des prêts concessionnels de 70 milliards de MNT (soit 16.8 millions d'euros), portant le programme à 200 milliards de MNT (soit environ 48 millions d'euros) à l'échelle nationale. Au total, 208 entreprises de Selenge ont bénéficié de prêts. Les producteurs de la région ont mis en avant la modernisation des systèmes d'irrigation et la construction d'un entrepôt pour stocker les légumes dans le cadre de l'initiative « Food Revolution ».

Oyu Tolgoi LLC lance un projet de pépinière dans le soum Tsenkher

Oyu Tolgoi LLC lance un nouveau projet de [pépinière entièrement équipée et mécanisée dans le soum Tsenkher](#), dans la province d'Arkhangai. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'initiative nationale « Un milliard d'arbres » et vise à soutenir les efforts de reboisement régionaux tout en stabilisant l'approvisionnement en plants. Une fois opérationnelle, la pépinière assurera un approvisionnement durable en plants pour les provinces occidentales de Mongolie. Elle aura une capacité de production annuelle de 1,5 million de plants contribuant ainsi à pallier les pénuries et à améliorer l'accessibilité à cette ressource. En produisant des plants à partir de semences adaptées aux conditions environnementales locales, la pépinière devrait améliorer les résultats du reboisement.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Pékin

cedric.prevost@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pékin

Abonnez-vous : max.monot@dgtresor.gouv.fr